

Republique Rwandaise
ministere de la Coopera
tion internationale

Adc

12p

Rapport

101 101 1972

/ TWAG.A /

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 10 Octobre 1972.

MINISTERE DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE.

N° 435/C3-2/CAB./A.P.

A Son Excellence Monsieur le
Président de la République
Rwandaise

à

K I G A L I.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous faire parvenir
le rapport concernant les entretiens que j'ai eus
avec diverses personnalités au cours de mon récent
voyage aux Etats-Unis d'Amérique.

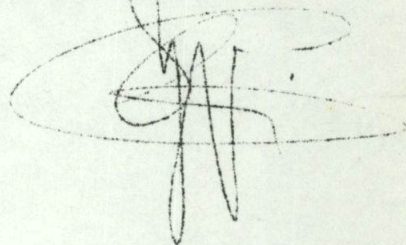
Je Vous prie d'agréer, Monsieur le
Président, l'assurance de ma plus haute considéra-
tion.

Le Ministre de la Coopération
Internationale

Aug. MUNYANEZA.-

C.P.I. à :

- Monsieur le Ministre (TOUS) *Munyaneza-APA*
- Monsieur le Secrétaire d'Etat (TOUS)
En leur demandant de mettre au point,
chacun en ce qui le concerne, les
dossiers souhaités.
- Monsieur l'Ambassadeur du Rwanda (TOUS)
- Monsieur le Chargé d'Affaires a.i. de
la République Rwandaise (TOUS).



ENTRETIEN DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
AUGUSTIN MUNYANEZA
MINISTRE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
AVEC MONSIEUR JOSEPH WERTHEIM, HOMME D'AFFAIRES AMERICAIN,
LES AUTORITES DE LA BANQUE MONDIALE ET AVEC MONSIEUR
DAVID NEWSOM
SOUS-SECRETAIRE D'ETAT AMERICAIN DES AFFAIRES ETRANGERES
EN DATE DU 2 OCTOBRE 1972

Venant de Bruxelles où il avait conduit la délégation rwandaise qui devait participer aux réunions de la Commission mixte belgo-rwandaise, S.E.M. le Ministre Augustin MUNYANEZA est arrivé à New-York le 28 Septembre par l'avion régulier de la Sabena. Du 29 au 30 septembre, il a contacté les diplomates rwandais de la Mission Permanente du Rwanda auprès des Nations Unies ainsi que les fonctionnaires rwandais en mission à la 27ème session de l'Assemblée générale de l'O.N.U., mais à la fois il se préparait à un autre voyage qui devait avoir lieu le surlendemain.

C'est ainsi que le 1er octobre, accompagné de Monsieur Fidèle NKUNDABAGENZI, Ambassadeur du Rwanda à Washington et Représentant Permanent de la République Rwandaise auprès des Nations Unies, et de Monsieur Léonard NGERAGEZE, fonctionnaire du Ministère de la Coopération Internationale en mission à la 27ème session de l'Assemblée générale de l'O.N.U., le Ministre Augustin MUNYANEZA s'est rendu à Washington, capitale des Etats-Unis où il devait rencontrer les autorités du Département d'Etat américain des Affaires Etrangères et celles de la Banque Mondiale. C'est là qu'il a rencontré M. Joseph Wertheim, homme d'Affaires américain qui a un projet de création d'une usine de thé au Rwanda.

Lundi le 2 octobre au bureau de M. Nassim Kochman, administrateur de la Banque Mondiale, étaient présents Messieurs A. MUNYANEZA, Ministre de la Coopération Internationale, Jean BIRARA, Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda, Fidèle NKUNDABAGENZI, Ambassadeur, Faustin NSHIMIYIMANA, fonctionnaire à la Présidence, Léonard NGERAGEZE, Fonctionnaire au Ministère de la Coopération Internationale, MUNYESHYAKA et GATABAZI, tous deux secrétaires d'Ambassade. Nassim Kochman, Administrateur de la Banque Mondiale, Boukkar Administrateur Suppléant de la Banque Mondiale, J. Wertheim, Homme d'Affaires et Lennart Konigson, représentant de la SFI (Société Financière Internationale, filiale de la banque rwandaise).

Le Ministre s'est entretenu d'abord avec Monsieur Wertheim, homme d'affaires américain. L'entretien a porté essentiellement sur le projet de création d'une nouvelle usine de thé au Rwanda dans la zone de Rukeri. Monsieur Wertheim a insisté sur le projet dont l'importance est grande pour trois raisons :

- permettre l'augmentation des exportations et des entrées en devises
- permettre la création d'installations supplémentaires de fabrication
- résoudre le problème du chômage.

L'unique problème serait l'éventualité d'une rupture d'approvisionnement de l'usine, mais ce problème serait résolu si l'usine s'appuie non pas sur les plantations villageoises, mais sur les plantations industrielles dont l'impact sur la population est très grand car les paysans essaient d'imiter la façon de faire de l'usine. Exemples, en Côte d'Ivoire et au Cameroun.

Monsieur Wertheim a laissé entendre que sur le montant total de 2 millions de dollars (U.S.A.), sa firme est prête à contribuer à concurrence de 500.000\$ et a demandé la participation locale de la Banque de Développement et du secteur privé. S.E.M. le Ministre MUNYANEZA lui exprima le souhait du Gouvernement Rwandais de relancer le programme théicole au Rwanda, et de voir les 10.000 ha au moins couverts de plantations. 5200 ha étant déjà plantés, il ne reste que 4.800 dont il demandait le financement.

Concernant la participation locale souhaitée par Monsieur Wertheim, le Ministre MUNYANEZA confirma que le Gouvernement Rwandais est favorable, qu'il peut participer au financement de l'usine, mais qu'il lui serait difficile de participer au financement des plantations. Néanmoins, dit-il, comme on veut lancer la production industrielle, en particulier celle du thé, on peut trouver facilement 400 ha de plantations industrielles et intéresser la population des alentours qui peut y contribuer aussi. La Banque Rwandaise de Développement peut participer, mais dit-il, je crois que ses liquidités ne sont pas énormes; c'est pourquoi il faut augmenter vos contributions. Monsieur Jean BIRARA intervient en disant que la Banque Rwandaise de Développement peut participer. Le seul problème qu'il a soulevé est celui consistant en ceci qu'une même société serait à la fois propriétaire des plantations importatrice et exportatrice.

Monsieur Wertheim répondit que ce n'est pas inhabituel dans le commerce du thé. Le but est de créer une compagnie rwandaise du thé, qui aura son domicile au Rwanda. Ensuite on n'exportera pas nécessairement aux Etats-Unis; il y a les pays africains et puis ça dépend des conditions de marché et des caractéristiques du thé.

S.E.M. le Ministre MUNYANEZA insista sur ce programme de la production industrielle du thé. Il précisa ensuite l'objectif politique du Gouvernement qui est de relever le niveau de vie des masses populaires en les faisant participer au développement et en évitant les écarts entre les régions du pays.

Le Représentant de la SFI intervient en disant que la SFI aidera dans la mesure du possible.

S.E.M. le Ministre MUNYANEZA proposa de créer une société mixte dont les associés seraient le Gouvernement Rwandais, la Banque Mondiale et la SFI. Il précisa qu'on ne peut pas financer les projets entrepris par le FED. Nous voulons quelque chose de nouveau dit-il. Nous avons par exemple la région de Kibuye où nous voulons lancer les cultures de thé sur une étendue de 1000 ha au moins, il faudra une usine avec 200 à 400 ha de plantations industrielles et 600 à 800 ha de plantations par la méthode villageoise. Il promit à M. Wertheim qu'il pourrait lui confirmer par écrit ce qu'il venait de lui dire. Le Représentant de la SFI exprima le souhait de savoir quand le projet sera finalisé, afin qu'on envoie une mission au Rwanda. Enfin, il conclut que Wertheim qui se rendra au Rwanda, pourra voir les possibilités et que la SFI serait d'accord de financer l'étude si le Ministre de la Coopération s'entend avec M. Wertheim sur la question.

Lundi le 2 Octobre à 13h30 : déjeuner offert par les autorités de la Banque Mondiale en l'honneur de S.E.M. le Ministre Augustin MUNYANEZA. Etaient présents Monsieur le Ministre de la Coopération Internationale et sa suite, Monsieur N. Kochman et d'autres hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale.

Monsieur Nassim Kochman a pris la parole en disant que la Banque Mondiale est heureuse de recevoir S.E. Monsieur Augustin MUNYANEZA, Ministre de la Coopération Internationale et qu'une collaboration franche et dynamique allait désormais s'établir entre la République Rwandaise et la Banque Mondiale. "Le bon départ est fait", dit-il. Les relations entre la République Rwandaise et la Banque Mondiale sont en voie d'être en bonne vitesse de croisière". M. Nassim Kochman déclara que le dossier du projet agro-pastoral du Mutara

allait être soumis au Conseil de la Banque.

A son tour, S.E.M. le Ministre A. MUNYANEZA prit la parole. Il adressa ses vifs remerciements à M. Nassim Kochman et au groupe de la Banque. Il félicita le nouveau directeur chargé des Affaires de l'Est Africain et il insista sur le rôle que la Banque Mondiale doit jouer auprès des pays sous-équipés. Vous serez des missionnaires du développement, dit-il. Il demanda que les dossiers des projets de construction de l'axe routier Kigali-Ruhengeri et celui du Ranch du Mutara soient examinés favorablement. Il confirma que les liens d'amitié et de coopération entre la Banque Mondiale et la République Rwandaise allaient être renforcés.

Monsieur Hussain, nouveau Directeur chargé des Affaires de l'Est Africain prit également la parole en exprimant sa satisfaction. Il déclara ensuite que le projet agro-pastoral du Mutara serait présenté au Conseil de la Banque très prochainement et qu'il espérait travailler avec le Rwanda dans d'autres projets. Il promit qu'il visiterait le Rwanda dès qu'il le pourrait, probablement l'année prochaine.

Lundi le 2 octobre au salon du bureau de M. Nassim Kochman. Les présences étaient les mêmes qu'avant sauf qu'une seule personne s'y est ajoutée, M. Halbe, Directeur du département des Affaires de l'Est Africain à la Banque Mondiale; il fut l'interlocuteur principal du Ministre de la Coopération Internationale. L'entretien a porté principalement sur le projet de construction de l'axe routier Kigali-Ruhengeri, le projet de l'agrandissement de l'aéroport international de Kigali, le projet d'extension du programme de production industrielle du thé, et sur le projet d'adduction d'eau dans les villes de Kigali et Butare.

a) Concernant la route Kigali-Ruhengeri, S.E.M. le Ministre A. MUNYANEZA a demandé que le projet de construction de l'axe routier Kigali-Ruhengeri soit examiné favorablement. Il l'a justifié en disant que c'est une route qui traverse trois préfectures d'une population dépassant un tiers de la population rwandaise et dans lesquelles le pays puise les plus importantes ressources de son économie (mines de Rutongo, usine de pyrèthre à Ruhengeri, usine de Pfunda, brasserie de Gisenyi, tourisme, production vivrière très importante qui fait de la région du nord le grenier du pays, liaison Kigali-frontière Zaïre et frontière Uganda etc...) Sur cette question, Monsieur Halbe répondit qu'il n'y a rien de précis pour le moment et que la Banque enverrait une mission en novembre qui sera chargée de recueillir des informations y relatives mais

qui ne pourra pas prendre la décision. Il ajouta que pour ce qui concerne le projet de construction de la route Ruhengeri-Gisenyi il y a moins de difficultés.

Monsieur Halbe demanda au Ministre A. Munyaneza s'il pouvait contacter les belges qui sont chargés de faire les études du projet Kigali-Ruhengeri. S.E. le Ministre A. Munyaneza accepta à la condition que ces contacts soient faits dans un sens favorable pour le Rwanda. Il ajouta que lui-même pourrait se charger de le dire au bureau qui fera ces études.

En ce qui concerne l'entretien routier, Monsieur Halbe a dit que les ingénieurs conseils devront apporter leur assistance et que pour le moment on ne saurait préciser qui ils seront. Cinq maisons ont été approchées, a-t-il dit et on attend leurs avis sur la question.

b) Concernant le projet d'agrandissement de l'aéroport international de Kigali, S.E. Monsieur le Ministre Augustin Munyaneza a exprimé le souhait du Gouvernement Rwandais d'agrandir son aéroport étant donné que le Rwanda est un pays enclavé et qui n'a d'autre accès à la mer que les voies traversant le pays qui le menace de destruction. La République Rwandaise a-t-il dit, veut s'ouvrir au monde, elle souhaite dès lors que son aéroport principal soit de classe internationale.

r. Monsieur Halbe a répondu que la Banque Mondiale aimerait savoir les détails concernant cette question. Elle aimerait également savoir qui en sera le principal utilisateur? Est-ce le tourisme, l'importation ou l'exportation? qui sera l'exploiteur et quel est le Ministère concerné?

c. Concernant le projet d'extension des cultures du thé au Rwanda, S.E.M. le Ministre A. Munyaneza demanda à Monsieur Halbe si la Banque Mondiale peut contribuer à l'exécution de ce projet. Monsieur Halbe lui répondit que la Banque Mondiale a un projet de développement des cultures du thé dans la région de Giciye-Kamiranzovu. Mais il faudra d'abord, dit-il, une reconnaissance aérienne qui doit coûter au moins 14.000 \$. Nous sommes en train de chercher la solution dit-il, et ce projet tâchera d'intégrer d'autres cultures vivrières; il doit avoir l'effet le plus large sur la population.

Mais jusqu'à maintenant, ajouta-t-il, on nous a dit qu'il n'y aura pas d'argent (pour la reconnaissance aérienne). S.E. le Ministre A. MUNYANEZA lui répondit qu'au cas où on ne trouverait

pas de solution, mieux vaudrait qu'on en avertisse le Gouvernement Rwandais.

C'était alors la question d'études de projet qu'on abordait et qui était en relation avec d'autres questions semblables abordées auparavant. C'est à ce moment que Monsieur Nassim Kochman Administrateur de la Banque Mondiale, intervient en disant - ~~contrairement~~ à l'opinion selon laquelle la Banque Mondiale ne finance pas les études - la Banque Mondiale peut financer les études. Il existe un accord de coopération entre la Banque Mondiale et le PNUD en vertu duquel le PNUD peut financer les études de projets. En ce qui concerne le financement des études nous accordons la priorité au PNUD en vertu de nos accords de coopération. Si les résultats des études sont positifs ajouta-t-il, nous finançons l'exécution.

Le PNUD reçoit l'argent pour financer les études quand il n'est pas en mesure de financer ces études, nous le faisons nous-mêmes. Le Ministre le remercia pour cette information.

d. Concernant le projet d'adduction d'eau dans les villes de Kigali et Butare, S.E.M. le Ministre A. Munyaneza insista sur l'importance de ce projet. Monsieur Halbe lui répondit que lors de sa dernière mission à Kigali il souhaitait le lui en parler lui-même, car, dit-il, c'est un projet d'une utilité évidente. Il précisa que l'OMS est chargé de venir voir le projet et que eux, ils le feront examiner par leurs experts. L'OMS fera la première reconnaissance du projet, la Banque Mondiale a besoin de son travail.

Monsieur Kochman intervient en disant que le PNUD et l'OMS sont chargés de déblayer le terrain. L'important est dit-il, de relancer ces sources.

Lundi le 2 octobre à 4 heures (heure de Washington).
Entretien de S.E.M. le Ministre A. MUNYANEZA avec M. David Newsom, Sous-Secrétaire d'Etat au Département d'Etat américain des Affaires Etrangères au bureau de Newsom. Etaient présents : Messieurs A. Munyaneza, Ministre de la Coopération Internationale, Fidèle Nkundabagenzi, Ambassadeur, David Newsom, sous-secrétaire d'Etat chargé des Affaires Africaines au Département d'Etat, Cohen, directeur chargé des affaires Africaines, Ngarageze, fonctionnaire du Ministère de la Coopération Internationale, Munyeshyaka et Gatabazi, tous deux secrétaires d'Ambassade du Rwanda à Washington, Rowson, chargé du bureau du Rwanda et

du Burundi au sous-secrétariat des Affaires Africaines au Département d'Etat Américain des Affaires Etrangères.

S.E.M. le Ministre A. Munyaneza déclara qu'il était heureux de se trouver sur le sol américain particulièrement dans la capitale du pays. Il exprima sa satisfaction du fait que le Rwanda est l'ami des Etats-Unis, pays le plus démocrate. Ma présence ici, dit-il, n'a d'autre objectif que de resserrer nos relations amicales. Il exprima le souhait du Gouvernement Rwandais de voir ces relations s'intensifier dans les domaines : économique et commercial, culturel, etc... Il adressa à son interlocuteur ses vives félicitations pour le soutien que le gouvernement américain accorde aux organismes de collaboration internationale et à la plupart des pays moins nantis. Enfin il saisit de son souhait et qui est celui du Gouvernement Rwandais, consistant en un projet de construction de la route Butare-Gikongoro-Cyangugu tel qu'il l'a exprimé dans la lettre qu'il a adressée à Monsieur Rogers, Secrétaire d'Etat au Département d'Etat américain des Affaires Etrangères.

Le Ministre A. Munyaneza insista ensuite sur l'importance de ce projet (fertilité de la région, population très dense, possibilités de développer le commerce avec le Zaïre, possibilités de relancer le tourisme dans la région etc...) Il ajouta que le développement de l'infrastructure routière est l'une des conditions du développement économique du pays.

Monsieur Newsom lui répondit qu'il regrette fort le fait que le Secrétaire d'Etat M. Rogers n'a encore répondu à sa dernière lettre. Il lui explique la situation actuelle, en lui faisant part des divergences existant dans le Congrès à l'égard de la question concernant l'assistance étrangère.

Dans le Congrès deux tendances se dessinent : Certains sont pour l'aide multilatérale, d'autres sont pour l'aide bilatérale (l'assistance technique).

Dans le proche avenir, l'aide américaine se concentrera sur certains aspects de la vie des autres pays où nous pouvons fournir des spécialistes et en général la politique va laisser les grands projets à des organismes multilatéraux auxquels les Etats-Unis participent.

C'est dans ce sens que nous désirons notre contribution aux grands projets. Nous reconnaissons cependant la situation du Rwanda comme pays en voie de développement. Nous désirons essayer

dans les domaines agricole et éducatif pour voir les possibilités de coopération. Nous allons déléguer les représentants de l'AID qui viendront au Rwanda vers le 15 novembre et qui pourront voir les possibilités.

S.E.M. le Ministre A. Munyaneza le remercia et insista encore sur la nécessité et l'importance de cette route. Nous vous présentons ce projet, dit-il, non pas pour le plaisir de construire des routes, mais parce que nous estimons que notre pays ne peut se développer sans développer les voies de communication. La région de Cyangugu, poursuit-il, est très fertile mais elle connaît des périodes de pluie qui bloque la région pendant une durée de 6 mois. Je crois qu'une route bien construite et asphaltée pourrait avoir un impact économique très important sur le développement de cette région. On peut même combiner ce projet à un projet agricole, comme on peut même confier aux Etats-Unis le développement de la région.

Malgré beaucoup de justification de ce projet, Newsom répondit évasivement en disant qu'il comprend le besoin pour le Rwanda de cette route. Il promit de transmettre le souhait à l'AID. "Nous transmettrons votre point de vue à l'AID et nous considérerons s'il y a d'autres possibilités mais à ce moment, je pense que la décision s'est fixée sur ce problème." Il s'agit du problème américain évoqué plus haut.

Nous avons beaucoup de difficultés avec les projets routiers en Afrique, ajouta-t-il; nous pensons que c'est mieux pour les organismes multilatéraux qui peuvent utiliser d'autres compagnies. Je transmettrai l'idée à l'AID.

S.E.M. le Ministre Munyaneza répondit en disant qu'en fait la décision ne dépendra pas de l'AID mais de celui qui doit financer, donc des Etats-Unis. S'il n'en est pas ainsi, dit-il, je souhaite que le Gouvernement américain, bailleur de fonds soit alors le meilleur avocat de ce projet auprès de l'AID.

Et M. Newsom de lui répondre :

" Nous allons voir demain au déjeuner".

S.E.M. le Ministre A. MUNYANEZA insista encore une fois, il lui demanda ensuite de lui faciliter le contact avec les hommes d'affaires qui peuvent investir au Rwanda. Newsom répondit en disant qu'on saisirait l'occasion pour mettre les hommes d'affaires américains avec les Etats Africains.

Mardi le 3 octobre, déjeuner offert par le Département d'Etat Américain des Affaires étrangères en l'honneur de S.E. Monsieur Augustin MUNYANEZA, Ministre de la Coopération Internationale.

Quelques échanges d'idées sur les problèmes actuels furent faits.

La question concernant le projet de construction de la route Butare-Gikongoro-Cyangugu fut abordée. Comme le jour précédent, les autorités américaines lui firent part de leur décision de déléguer les représentants de l'AID sur ce sujet en lui précisant que ceux-ci arriveront au Rwanda vers le 15 novembre 1972.

Entretien de Son Excellence Monsieur Augustin Munyaneza, Ministre de la Coopération Internationale, avec Monsieur Doo Kingue, Directeur Général Adjoint du PNUD, en date du 4 octobre 1972, à New-York dans les locaux du PNUD.

Etaient présents Messieurs Augustin Munyaneza, Ministre de la Coopération Internationale, Fidèle Nkundabagenzi, Ambassadeur, Jean-Chrysostome Nduhungirehe, Conseiller à la Mission Permanente du Rwanda auprès des Nations Unies, Gabre-Madhin, Directeur au PNUD.

L'entretien a porté essentiellement sur le rôle que le PNUD peut jouer dans la promotion économique des pays moins nantis et particulièrement du Rwanda et sur le voyage que Monsieur Doo Kingue compte effectuer au Rwanda très prochainement du 5 au 10 novembre.

Tout d'abord, Monsieur Doo Kingue exprima sa joie de recevoir dans les locaux du PNUD le Ministre de la Coopération Internationale du Rwanda. Il déclara qu'en effet qu'il souhaitait le voir pour traiter avec lui de la visite qu'il voudrait effectuer au Rwanda. Il aborda d'emblée le problème relatif aux 25 pays jugés les moins avancés parmi les pays en voie de développement.

En effet, l'on sait que parmi ces 25 pays l'Afrique en compte 16 et le PNUD a choisi les trois derniers qui sont Lesotho, la Haute-Volta et le Rwanda, dont il pourrait étudier les problèmes à fond afin de trouver la manière la plus efficace d'y mener son action.

Les raisons qui ont déterminé ce choix sont entre autres la pauvreté, ensuite le Lesotho et le Rwanda sont des pays enclavés. La Haute-Volta est réellement sous-développée, en plus elle fait partie du Conseil d'Administration du PNUD et connaît par conséquent

tous les problèmes et le rôle de cet Organisme. Le Rwanda est réellement un de moins avancés. En plus, dit-il, nous avons constaté, lors de notre visite au Rwanda en mars dernier que le Rwanda a réussi sa révolution sociale. Nous voulons l'aider à réussir également sa révolution économique.

Nous avons déjà été en Lesotho et en Haute-Volta. Notre mission qui consistait à déterminer le programme d'action a bien réussi dans ces pays. Nous comptons rendre visite au Rwanda en novembre.

Notre méthode de travail, poursuit-il, consistera à engager des discussions avec vous sur l'ensemble des problèmes qui se posent au Rwanda en matière de développement et d'en rechercher les solutions. Nous aimerions qu'en plus des délégués du PNUD et du Gouvernement Rwandais, les délégués de tous les pays dont le Rwanda bénéficie des aides bilatérales soient présents à la discussion. Nous avons utilisé cette méthode au Lesotho et q' a réussi. En Haute-Volta le Gouvernement Voltaïque a préféré la méthode de discussions séparées: Gouvernement et aides bilatérales, et puis Gouvernement et aides multilatérales.

Son Excellence le Ministre A. Munyaneza répondit à son interlocuteur que ce ne serait une bonne tactique ensemble. Par exemple si l'on invité les capitalistes et la Chine à une même table de discussion, la Chine ne viendra pas. Et même si elle venait, elle ne dirait rien. Nous préférons donc, poursuit-il, la méthode de discussions séparées: PNUD avec Gouvernement d'abord, puis avec chaque pays séparément.

Monsieur Doo Kingue proposa de tenir une réunion d'abord avec les occidentaux puis avec les socialistes. Le Ministre répondit que même les Chinois ne font pas bon ménage avec les Russes. Donc il y a moyen d'engager les discussions d'abord entre PNUD, Gouvernement Rwandais et les pays occidentaux; puis PNUD, Gouvernement Rwandais avec les pays socialistes autres que la Chine; et enfin entre PNUD, Gouvernement Rwandais et la Chine.

Les deux interlocuteurs tombèrent d'accord sur cette méthode de travail. Doo Kingue ajouta que la plupart des pays ayant des relations d'aide bilatérale avec le PNUD sont déjà membres du Conseil d'Administration, ils ont été contactés par nous et ils sont d'accord avec la méthode de discussion, mais il faudra que le Gouvernement Rwandais les invite formellement en disant que "profitant de la visite de la Mission du PNUD à Kigali, nous aimerions discuter avec vous sur les problèmes relatifs au développement du Rwanda, etc...".

Calendrier de la visite de la Mission du PNUD à Kigali
du 5 au 10 novembre 1972.

- Lundi le 6 novembre : contact PNUD avec le Gouvernement Rwandais
- Mardi le 7 novembre : réunion avec les occidentaux
- Mercredi le 8 novembre : négociations du programme PNUD avec le Gouvernement Rwandais
- Jeudi le 9 novembre : réunion avec les socialistes et avec la Chine.

Après les entretiens à Kigali, Monsieur Gabre-Madhin viendra avec le programme rédigé.

DIVERS :

Mercredi le 4 octobre 1972, à 13 heures: les autorités ont offert le déjeuner en l'honneur de S.E. Monsieur Augustin Munyaneza, Ministre de la Coopération Internationale.

Au cours du déjeuner, Monsieur Doo Kingue a laissé entendre que le PNUD voudrait aider le Rwanda dans l'exploitation du gaz méthane, mais il a fait remarquer que le Zaïre peut mettre le bâton dans les roues. Il faudrait donc arranger la question avec le Général Mobutu en lui faisant part des dispositions du PNUD à cet égard.

Le Ministre répète que le Général Mobutu sera en visite officielle au Rwanda à partir du 24 octobre 1972, et que le Gouvernement Rwandais en profiterait pour lui en parler.

A propos du Tourisme: Doo Kingue serait prêt à envoyer son expert en tourisme mais il faudrait que le Gouvernement Rwandais le lui demande formellement. S.E. le Ministre de la Coopération a promis qu'il lui écrirait.

Par ailleurs Doo Kingue a exprimé l'idée que l'Eglise peut elle-même participer au développement du pays, surtout qu'au Rwanda la majorité de la population est catholique. Il a exprimé le souhait de pouvoir rencontrer le Chef de l'Eglise Catholique Rwandaise en novembre prochain.

Fait à New-York, le 5 Oct. 1972.-